

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Maintenance préventive et corrective sur les
équipements de stérilisation et associés incluant les
systèmes de traitement d'eau afférents des
établissements du GHT Territoires d'Auvergne
25- GHTA-0017C**

**Groupement Hospitalier des Territoires d'Auvergne
Etablissement support CHU de Clermont-Ferrand
58 Rue Montalembert
63003 CLERMONT-FERRAND**

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 - Décomposition du contrat.....	3
1.3 - Type de contrat et d'accord-cadre	3
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	6
1.5 Marchés de prestations similaires	6
2 - Pièces contractuelles.....	6
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	7
4 - Durée et délais d'exécution	7
4.1 - Durée du contrat	7
4.2 - Reconduction	7
5 - Prix.....	8
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	8
5.2 - Modalités de variation des prix	8
6 - Garanties Financières	9
7 - Avance	9
7.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	9
7.2 - Garanties financières de l'avance.....	9
8 - Modalités de règlement des comptes.....	10
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	10
8.2 - Présentation des demandes de paiement.....	10
8.3 - Délai global de paiement	10
8.4 - Paiement des cotraitants	10
8.5 - Paiement des sous-traitants.....	10
9 - Conditions d'exécution des prestations.....	10
10 - Développement durable	11
11 - Constatation de l'exécution des prestations	11
11.1 - Vérifications	11
11.2 - Décision après vérification	11
12 - Garantie des prestations.....	11
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	11
14 – Pénalités	11
14.1 - Dispositions applicables à l'ensemble des pénalités	11
14.2 - Pénalités.....	12
15 – Clauses de réexamen par Avenant – Modification du marché par ordre de service.....	12
16 - Assurances	13
17 - Résiliation du contrat.....	13
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre et du marché.....	13
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	13
18 - Règlement des litiges et langues.....	13
19 – Dérogations	13

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

**Maintenance préventive et corrective sur les équipements de stérilisation et associés
incluant les systèmes de traitement d'eau afférents des établissements
du GHT Territoires d'Auvergne
25- GHTA-0017C**

Cette consultation concerne les établissements du GHT Territoires d'Auvergne, à savoir :

- le CHU de Clermont Ferrand
- le CH d'Issoire
- le CH de Riom
- le CH de Thiers
- le CH de Moulins
- le CH de Vichy

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lot(s) pour cette consultation :

Lot	Désignation	Etablissements concernés
1	Matériels de marque MEIKO (Lot 3 du CCTP)	CHU CLERMONT FERRAND
2	Matériels de marque MIELE (Lot 4 du CCTP)	CH ISSOIRE – CH RIOM- CH THIERS- CH MOULINS- CH VICHY

Dans le cas d'un achat de nouveau matériel par un autre marché, ce nouveau matériel pourra avoir un marché d'entretien différent de celui objet du présent accord-cadre sans que le titulaire ne puisse émettre aucune réclamation. Il s'agit là d'une clause de limitation du droit d'exclusivité du titulaire.

1.3 - Type de contrat et d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Pour chaque lot, l'accord-cadre sera mono-attributaire en application des articles R 2162-1 du code de la commande publique.

Pour chaque lot, l'accord-cadre sera exécuté par l'émission de bons de commande

Le montant estimatif et montant maximum

Lot	Désignation	Montant estimatif sur 8 mois HT pour l'ensemble des établissements concernés	Crédit budgétaire alloué sur 8 mois HT pour l'ensemble des établissements concernés	Montant MAXIMUM sur 8 mois HT pour l'ensemble des établissements concernés
1	Matériels de marque MEIKO (Lot- 3 du CCTP)	6 666.67	8 666.67	33 333.33
2	Matériels de marque MIELE (Lot 4 du CCTP)	19 126.67	27 666.67	95 633.33

- Pour la durée – reconductions éventuelles comprises (44 mois)

Lot	Désignation	Montant estimatif durée du marché reconductions comprises HT pour l'ensemble des établissements concernés	Montant MAXIMUM durée du marché reconductions comprises HT pour l'ensemble des établissements concernés
1	Matériels de marque MEIKO (Lot 3 du CCTP)	36 666.67	183 333.33
2	Matériels de marque MIELE (Lot 4 du CCTP)	105 196.67	525 983.33

Le montant total des prestations pour la durée de l'accord-cadre est défini(e) comme suit :

Pour le lot 1 – Matériel de Marque MEIKO (lot 3 du CCTP)

A titre indicatif, la répartition des besoins entre les acheteurs pour le lot est la suivante concernant le montant estimé annuel, le montant maximum annuel et reconductions éventuelles comprises :

LOT 1 Matériels de marque MEIKO (Lot 3 du CCTP)	Estimation sur 8 mois HT	Estimation sur 44 mois HT	Crédit budgétaire alloué sur 8 mois	Montant maximum sur 8 mois HT	Montant pour 44 mois maximum HT
CHU CLERMONT FERRAND	6 666,67 €	36 666,67 €	8 666,67 €	33 333,33 €	183 333,33 €
TOTAL	6 666,67 €	36 666,67 €	8 666,67 €	33 333,33 €	183 333,33 €

Le montant des prestations de l'accord-cadre, reconductions éventuelles comprises, est défini(e) comme suit :

Période	Estimation €HT	Maximum €HT
1	6 666.67	33 333.33
2	10 000.00	50 000.00
3	10 000.00	50 000.00
4	10 000.00	50 000.00
Total	36 666.67	183 333.33

Pour le lot 2 – Matériel de Marque MIELE (Lot 4 du CCTP)

A titre indicatif, la répartition des besoins entre les acheteurs pour le lot est la suivante concernant le montant estimé annuel, le montant maximum annuel et reconductions éventuelles comprises :

LOT 2 Matériels de marque MIELE (lot 4 du CCTP)	Estimation sur 8 mois HT	Estimation sur 44 mois HT	Crédit budgétaire alloué sur 8 mois	Montant maximum sur 8 mois HT	Montant pour 44 mois maximum HT
CH ISSOIRE	3 413,33 €	18 773,33 €	6 000,00 €	17 066,67 €	93 866,67 €
CH RIOM	1 669,33 €	9 181,33 €	2 333,33 €	8 346,67 €	45 906,67 €
CH THIERS	2 190,67 €	12 048,67 €	4 000,00 €	10 953,33 €	60 243,33 €
CH MOULINS	1 786,67 €	9 826,67 €	2 000,00 €	8 933,33 €	49 133,33 €
CH VICHY	10 066,67 €	55 366,67 €	13 333,33 €	50 333,33 €	276 833,33 €
TOTAL	19 126,67 €	105 196,67 €	27 666,67 €	95 633,33 €	525 983,33 €

Le montant des prestations de l'accord-cadre, reconductions éventuelles comprises, est défini(e) comme suit :

Période	Estimation €HT	Maximum €HT
1	19 126.67	95 633.33
2	28 690.00	143 450.00
3	28 690.00	143 450.00
4	28 690.00	143 450.00
Total	105 196.67	525 983.33

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par la ou les personnes habilitée(s) dans chaque établissement concerné par le marché conformément à l'annexe établissements et ordonnateurs des membres du GHT. (CCAP A1- Etablissements et ordonnateurs GHT)

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

Pour les commandes de maintenance préventive

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser par référence aux articles correspondants du BPU ;
- le montant du bon de commande ;

Pour les commandes de maintenance curative

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la référence à la fiche d'attachement remise par le titulaire faisant notamment apparaître le forfait de déplacement, les quantités de main d'œuvre ainsi que les désignations, quantités et prix unitaires des pièces éventuellement remplacées.
- le montant du bon de commande ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur de chaque établissement peuvent être honorés par le ou les titulaires.

Les bons de commande pourront être passés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et pourront s'exécuter après cette date dans le respect de l'article R2162-5 du code de la commande publique

1.5 Marchés de prestations similaires

L'acheteur peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre et marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes techniques (Annexe 1 lot 5 et annexe2) et financières (BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - Annexe LAICITE
 - Annexe 1 CCP- A1 Etablissements et Ordonnateurs GHT
 - Annexe CCP A2 Comptable GHT
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique du titulaire ainsi que le Questionnaire complété

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre et marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre et le marché sont conclus pour une période initiale de 8 mois.

L'accord-cadre est conclu à compter du 01/11/2025 jusqu'au 30/06/2026

Si la date de notification est postérieure à la date visée supra, le marché commencera à courir à sa date de notification. Dans ce cas, la durée d'exécution de la période initiale sera modifiée de sorte que la date de fin soit le 30/06/2026.

Les délais maximum d'intervention figurent à l'annexe 2 de l'acte d'engagement

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

4.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme.

Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3.

La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois.

La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 44 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre en cours.

Selon les dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique, le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction.

En cas de non reconduction de l'accord-cadre, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité pour la partie non exécutée.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées selon les stipulations ci-après.

Pour les prestations de maintenance préventive

Sauf mention contraire, les prix unitaires figurant aux Bordereaux de Prix Unitaires intègrent les déplacements, la main d'œuvre ainsi que les pièces détachées et kits de maintenance nécessaires pour réaliser la typologie de maintenance préventive décrite.

Pour les prestations de maintenance curative

Les Bordereaux de Prix Unitaires font apparaître les forfaits de déplacement ainsi que les taux horaires de main d'œuvre applicables. Le prix des pièces détachées remplacées devra impérativement figurer sur le rapport d'intervention remis au référent technique.

Pour les pièces détachées d'un prix unitaire supérieur à 2000 € HT un accord écrit de l'établissement devra être transmis au titulaire avant remplacement.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix figurant dans l'offre sont fermes jusqu'au 30/06/2026 puis sont révisibles à la hausse comme à la baisse une fois par an au 1er Juillet, à compter du 1er juillet 2026, sous réserve de la reconduction et par application de la formule suivante

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés à chaque reconduction soit le 1er juillet par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

Lot	Formules	Prix concernés
1 à 2	$C_n = 15.0\% + 50.0\% (I_1 (n) / I_1 (o)) + 35.0\% (I_2 (n) / I_2 (o))$	Prix unitaires du Bordereau de Prix Unitaires

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n. (Mois anniversaire)
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui de publication du dernier indice (provisoire ou définitif) qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule (cette période correspond aux 12 mois d'une reconduction).

Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule.

Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

I1 : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008- IDENTIFIANT 001565183

I2 : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 33 – Réparation et installation de machines et d'équipements Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764274

Le titulaire de l'accord cadre s'engage à notifier à la personne publique (Coordonnateur) par lettre recommandée avec accusé de réception ou tout autre moyen permettant d'attester de la date d'envoi ses nouveaux BPU ainsi que la méthode de l'application de la formule de révision au moins 1 mois avant la date prévue pour l'ajustement sous peine de forclusion.

De plus, le titulaire devra adresser au coordonnateur chaque année le montant facturé à chaque établissement dans les conditions prévues à l'article 6 du CCTP

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant minimum de l'accord-cadre si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant minimum divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant minimum de l'accord-cadre. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Les factures seront établies pour chaque bon de commande après services fait.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique-

- Identifiants des structures publiques (SIRET).
- Pour le CHU de Clermont-Ferrand : 266 307 461 000 19
- Pour le CH d'Issoire : 266 307 842 000 10
- Pour le CH de Riom : 266 307 867 000 17
- Pour le CH de Thiers 266 307 859 000 71
- Pour le CH de Moulins : 260 303 839 000 13
- Pour le CH de Vichy : 260 300 264 000 17

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

10 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- Performances en matière de développement durable et recyclage.

Le titulaire devra impérativement apporter la preuve des bordereaux de suivi des déchets pour toutes les pièces changées dans chaque établissement lors de l'exécution du marché et d'indiquer les pièces qui peuvent être recyclées.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

12 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

14 – Pénalités

14.1 - Dispositions applicables à l'ensemble des pénalités

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné à 10,0 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

14.2 - Pénalités

Pénalité de retard – Maintenance préventive

En dérogation de l'article 14.1 du CCAG-FCS, lorsqu'une visite de maintenance préventive n'est pas réalisée à la date prévue par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 200,00 € par jour de retard.

Pénalité de retard – Maintenance curative

En dérogation de l'article 14.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai d'intervention tel que prévu à l'annexe 2 de l'acte d'engagement est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 200,00 € par heure de retard.

Autres pénalités

En l'absence de remise du bilan annuel prévu à l'article 16.2 du CCTP ou en cas de remise postérieure au délai prévu, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à 2 500,00 €.

15 – Clauses de réexamen par Avenant – Modification du marché par ordre de service

CLAUSES DE RÉEXAMEN PAR AVENANT

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent accord-cadre dans les cas suivants :

1) En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références ou de suppression de références existantes au marché (*centre hospitaliers en cours de restructuration*). Si, pendant le délai contractuel le coût des prestations présente une variation de plus ou moins 8 % lié au présent cas, durant une année contractuelle, l'une ou l'autre des parties peut demander un aménagement en vue de rétablir une équitable concordance entre la tarification et les conditions économiques de l'époque (fixation de nouveaux indices plus adaptés).

Il en serait de même si la définition ou la contexture de l'un des paramètres d'indexation venait à être changée, ou s'il cessait d'être publié, ou si de nouveaux textes législatifs et réglementaires transformeraient les conditions techniques ou financières de la maintenance.

2) En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de matériels ou d'établissements du GHT Territoires d'Auvergne non bénéficiaires initialement,

Dans ces deux cas, un avenant sera alors rédigé.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative de l'acheteur ou sur demande justifiée du titulaire du marché. La demande devra parvenir à l'acheteur par LRAR.

La modification sera alors formalisée par voie d'avenant. Le marché pourra être modifié en application des articles R2194-2 à R2194-9 lorsque cela sera nécessaire à la bonne exécution du marché.

MODIFICATION DU MARCHÉ PAR ORDRE DE SERVICE :

Le directeur technique du site concerné ou son représentant habilité, notifie au titulaire toutes les AUTRES modifications intervenant en cours de réalisation par ordre de service.

Dans l'éventualité d'une fermeture partielle, voire totale d'un bâtiment ou d'un service durant l'exécution de l'accord cadre, l'acheteur se réserve le droit de réduire à tout moment le volume des prestations quelle qu'en soit l'importance, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité à ce titre.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre et du marché

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre et du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 – Dérogations

- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.2 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

